

Combien de ceux qui accusent les États-Unis d'avoir poussé (et de pousser encore) le Nicaragua dans le camp soviétique savent que, pendant 18 mois sous le président Carter, les États-Unis ont accordé aux Sandinistes une aide économique qu'aucun autre pays du monde n'a égalée ? Ceux qui le savent rétorqueront peut-être : "Oui, bien sûr, mais pourquoi pas d'aide *militaire* ? Les Sandinistes en avaient aussi pourtant besoin." Le fait est que les États-Unis étaient disposés à leur fournir un entraînement et une aide militaires. Mais cela n'a pas abouti. Pourquoi ? Une étude du North American Congress on Latin America (NACLA) nous éclaire à ce sujet : "Le FSLN voulait, en dépit de tous les précédents historiques, constituer une armée professionnelle sous la gouverne de conseillers cubains, mais avec l'aide militaire occidentale." Un tel objectif avait probablement du sens aux yeux des hauts dirigeants du FSLN à l'époque. Mais il n'est pas nécessaire d'approuver la position des États-Unis envers Cuba pour voir qu'en décidant de passer outre à vingt ans d'histoire américaine et d'oublier l'opinion politique s'étant formée pendant la même période, les Sandinistes risquaient grandement de provoquer l'affrontement qui a tout de même fini par éclater et qui s'intensifie encore de nos jours. N'oubliez pas non plus qu'à ce moment-là, les États-Unis *ne* soutenaient *pas* les *contras*.

On peut aussi reprocher aux deux parties en cause leur rhétorique débridée et leur partialité aveugle. La plupart d'entre vous sont parfaitement conscients des défauts des Américains et de leurs alliés actuels en Amérique centrale. Mais les déclarations ampoulées de Daniel Ortega (sur l'invasion imminente du Nicaragua par les États-Unis, par exemple) sont au moins aussi nombreuses que celles du Président Reagan.

Mais prenons quelques exemples en dehors du cercle des dirigeants politiques. Pendant le règne de Somoza, de nombreux défenseurs des droits de la personne ont suivi de près les travaux de la Commission nicaraguayenne permanente des droits de la personne, qu'ils ont même financée et qui était chargée de signaler les abus du gouvernement Somoza. Mais en dépit de sa haute réputation, la Commission n'a pas survécu au changement de gouvernement, et les rapports qu'elle a présentés après coup sur les violations commises par les Sandinistes n'ont eu aucune suite. Par ailleurs, pourquoi autant de défenseurs des droits de la personne ont-ils refusé d'entendre les propos d'Alvaro José Baldizon qui, jusqu'à son départ du Nicaragua en 1985, a dirigé la commission